

Recherches sociographiques



Raymond BEAUDRY, *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la postmodernité*, Sainte-Foy, Paris, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2000, 308 p.

Patrice LeBlanc

Volume 44, numéro 2, mai-août 2003

Gouvernance locale et économie sociale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/007699ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/007699ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

LeBlanc, P. (2003). Compte rendu de [Raymond BEAUDRY, *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la postmodernité*, Sainte-Foy, Paris, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2000, 308 p.] *Recherches sociographiques*, 44(2), 376–379. <https://doi.org/10.7202/007699ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Raymond BEAUDRY, *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la postmodernité*, Sainte-Foy, Paris, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan, 2000, 308 p.

L'objectif que poursuit Raymond Beaudry dans son livre *La résistance incertaine* est d'analyser le mouvement social rural identitaire des années 1990 au Québec, plus particulièrement dans l'Est québécois. La thèse qu'il défend est que ce mouvement rural, qui a repris des forces à la fin des années 1980, est un nouveau mouvement social davantage caractéristique de la société postmoderne, qu'est devenu le Québec, que de la société moderne des années 1960 et 1970. L'ouvrage de Beaudry, qui découle d'une thèse de doctorat en sociologie, peut être divisé en trois grandes parties : une première où l'auteur explique ses choix théoriques et pose des repères sociohistoriques afin de mieux situer les transformations du mouvement rural québécois ; une deuxième partie dans laquelle il analyse la restructuration organisationnelle du mouvement et présente différentes luttes qui ont marqué le mouvement social dans les années 1990 ; enfin, une dernière qui correspond à l'interprétation que fait Beaudry de ce nouveau mouvement social en regard notamment des enjeux qu'il porte pour le monde rural dans une société postmoderne.

Pour Beaudry, le mouvement identitaire rural s'organise autour de trois grands enjeux. En effet, le territoire, l'environnement et le contrôle du développement des collectivités pour et par les citoyens sont très souvent présentes dans ses luttes et ses revendications. L'espace est donc central pour ce mouvement et cet espace en tant qu'enjeu est tout autant un espace à habiter, un espace à développer, un espace à protéger que le lieu des rapports sociaux. C'est pourquoi la territorialité devient l'une des deux assises théoriques de l'analyse de Beaudry, l'autre étant la théorie des mouvements sociaux. C'est ainsi qu'il explore rapidement d'abord les aspects productifs, subjectifs et symboliques attribués à la territorialité. Il analyse également les approches qui mettent l'accent sur le local comme nouvelle territorialité conçue davantage comme mode de vie que mode de production. Pour analyser les mouvements sociaux, Beaudry prend appui tant sur les écrits de Alain Touraine que sur ceux de Michel Freitag. Le premier décrit les mouvements sociaux de la modernité tandis que le second s'attarde sur la spécificité des mobilisations collectives dans la postmodernité. C'est la transformation du mouvement rural dans le passage de la modernité à la postmodernité qui fait l'objet de Beaudry : « C'est le passage d'une mobilisation qui se faisait au nom du grand "Nous" avec ses petits "je" à une mobilisation qui se fait au nom du grand "Je" avec la multiplication des petits "nous" » (p. 24).

Après avoir mis en place ces quelques jalons théoriques dans un premier chapitre, Beaudry pose certains repères sociohistoriques du passage de la modernité à la postmodernité, repères qu'il juge importants pour bien comprendre le renouveau du mouvement rural à la fin des années 1980 au Québec. Analysant les différents modèles et expériences de développement qui ont marqué les années 1960 et 1970 (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, BAEQ, les recommandations du rapport Metra et du rapport Higgins, Martin et Raynaud) et les réactions que ces expériences ont suscitées au sein de la population (Opérations

dignités, expérience du JAL, etc.), le redécoupage territorial avec la création des Municipalités régionales de comté (MRC) et les grandes réformes dans le domaine de la santé et du développement régional, Beaudry conclut que le passage de la modernité à la postmodernité a entraîné l'apparition d'un nouvel environnement sociétal régi par une logique organisationnelle plutôt qu'institutionnelle. L'État n'est plus au centre du développement, mais l'accompagne en encourageant les entrepreneurs à prendre la relève. Les mouvements sociaux ne sont plus « reconnus par l'État comme revendiquant légitimement l'égalité, la justice sociale et la lutte contre la pauvreté, mais ils [sont] compris comme l'expression d'une logique comptable des problèmes sociaux » (p. 70).

Les deux chapitres suivants se penchent sur le renouvellement du mouvement social rural québécois dans les années 1990. Beaudry analyse d'abord la restructuration organisationnelle du mouvement. Selon lui, deux tendances se sont manifestées, parfois de manière conflictuelle. D'une part, à la suite des États généraux du monde rural en 1991, une organisation provinciale, Solidarité rurale du Québec, se met en place, qui agit à l'échelle nationale comme groupe de pression avec l'appui de grandes organisations, telles que les syndicats et les unions municipales. Parallèlement, sur le plan local, apparaissent dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie deux organisations, la Coalition urgence rurale (CUR) et le Ralliement gaspésien et madelinot (RGM), qui prennent davantage appui sur les acteurs locaux. Beaudry s'attarde à décrire l'émergence de ces organisations, l'histoire de leur développement et les enjeux dont elles ont été porteuses. Au sujet de Solidarité rurale, Beaudry fait ressortir que la valorisation de la personne, la prise en charge de leur avenir, la promotion des valeurs locales, la concertation entre partenaires, la diversification de l'économie, le rééquilibrage des pouvoirs et la promotion du développement durable sont les principes autour desquels les acteurs s'entendent afin d'orienter le développement rural. Quant aux organisations locales, il montre qu'elles ont de la « difficulté à créer un contre-pouvoir qui reposerait entre les mains des multiples organisations régionales du développement » (p. 171), les conduisant « à responsabiliser les individus en les incitant à se prendre en main » (p. 171). Ainsi, ces organisations, et plus particulièrement la CUR, orientent leurs actions vers les personnes plutôt que vers les organismes régionaux en cherchant à regrouper des individus qui veulent bien s'investir dans le développement de la collectivité.

Dans le chapitre suivant, Beaudry analyse trois luttes importantes menées par les acteurs locaux ruraux dans les années 1990. Le premier conflit se déroule en Gaspésie à Saint-Omer où des résidants luttent contre la volonté de la municipalité de les déménager parce qu'elle n'aurait plus les moyens financiers de déneiger le rang qui mène chez eux. Cette lutte oppose, au sein du RGM, les tenants d'une culture de la résistance – il faut résister à la fermeture des institutions en milieu rural – et les partisans d'une culture de l'entrepreneurship – l'occupation du territoire passe par la viabilité économique de celui-ci. C'est le problème du social et de l'économique, de l'individu et de la société que l'on cherche ici à résoudre soit en mobilisant la population, soit en valorisant la personne dans sa prise en main par la création d'emplois. La seconde lutte se passe au village Saint-Charles-de-Cherbourg dans le Bas-Saint-Laurent où les acteurs locaux se mobilisent pour la mise en place

de fermes forestières en association avec des organismes de développement communautaire, la MRC et une Société d'exploitation des ressources. Les acteurs locaux se sont trouvés dépossédés de leur projet lorsque les experts de la MRC en prirent la responsabilité et le limitèrent à une simple question de viabilité économique plutôt que d'occupation de l'espace comme il se présentait au départ. La CUR considère que le partenariat avec les « structures » éloigne inévitablement des revendications de la base et qu'il « faut donc préparer les actions avec le monde "ordinaire", en mettant sur pied des réseaux de personnes » (p. 189). La bataille du village de Saint-Clément contre la fermeture du bureau de poste est la troisième lutte qu'analyse Beaudry. La particularité de cette lutte est qu'elle refuse la règle du partenariat et du consensus, s'orientant vers des rapports conflictuels.

Ces trois luttes ont en commun d'avoir l'espace comme enjeu : « C'est l'espace que l'on revendique comme lieu d'habitation au nom d'une certaine manière de vivre, l'espace que l'on considère comme une ressource à s'approprier pour un développement écologique, et finalement l'espace que l'on perçoit comme le fondement institutionnel à la pérennité de la communauté » (p. 231). Elles se différencient cependant par les positions prises par les acteurs locaux en regard de la lutte qu'ils mènent. Dans le cas de Saint-Omer, les acteurs hésitent à s'engager dans une lutte de résistance préférant miser sur l'entrepreneuriat pour développer le territoire. À Saint-Charles-de-Cherbourg, les acteurs cherchent à défendre un projet entrepreneurial reposant sur un modèle de développement écologique de la forêt en affrontant les industriels ; ils perdent le contrôle de la lutte au profit des experts de la MRC. Enfin, à Saint-Clément, la lutte est menée « contre l'emprise des gestionnaires sur le développement des collectivités rurales, contre la prédominance de l'efficacité sur les finalités du développement, contre la séparation de l'individu par rapport à sa collectivité [...] » (p. 232).

Dans le dernier chapitre, intitulé « La transformation de l'action collective rurale », et dans sa conclusion, Beaudry met en relation les différents éléments de son cadre théorique autour de la territorialité, des mouvements sociaux, et du rôle des organismes qui ont structuré l'action du mouvement social rural et des luttes. Beaudry montre comment le mouvement social rural s'est profondément organisé dans les années 1990 autour de la valorisation de la personne et de sa capacité à se prendre en main, délaissant la critique de la société. En effet, avec la fin des grands récits propre à la modernité, la transformation de l'État-providence en un État plus pragmatique, la nouvelle conception du développement local et la montée de l'individualisme, les mouvements ruraux tournent le dos aux actions de résistance et de lutte au profit d'un accompagnement de réseaux de personnes dans leur volonté de prendre en main le devenir de leur communauté. La création d'emplois et l'entrepreneuriat deviennent alors le fer de lance du développement local. Cette orientation moins combative du mouvement rural ne doit cependant pas faire oublier « qu'en voulant conserver leur lieu d'habitation, sauver leur village, les populations rurales résistent aux contraintes cachées d'un mode de production économique pour lequel les appartenances, les identités locales, les racines culturelles ont peu de valeur » (p. 265). Des mouvements de résistance existent toujours, dont la lutte pour la sauvegarde du bureau de poste de St-Clément. Ces mouvements qui renvoient à un projet d'habiter le territoire rural s'opposent à la raison

techniciste et à l'approche utilitariste de la société postmoderne. Ce qui fait dire à Beaudry dans sa conclusion : « [...] le rôle des nouveaux mouvements sociaux n'est-il pas de développer une capacité collective de résistance, en vue d'un "projet" de société à des fins plus humaines ? » (p. 289).

Ouvrage bien documenté et retraçant avec force détails tant des luttes concrètes que l'évolution d'organismes de défense des intérêts des populations rurales, *La résistance incertaine* est un livre qui vaut la peine d'être lu. En croisant les théories des mouvements sociaux et de la postmodernité, Beaudry jette un regard fort éclairant sur l'évolution du monde rural, les enjeux qui le caractérisent et les moyens que mettent en œuvre les populations rurales pour les confronter. Son analyse nous semble d'autant plus juste qu'elle permet d'expliquer des développements plus récents au sein du monde rural québécois. En effet, l'avènement d'une société postmoderne et le repli sur la personne des mouvements ruraux permettent de comprendre, par exemple, la création des Centres locaux de développement (CLD), les fusions municipales, y compris les tensions qu'elles provoquent, la mise en place de la Politique nationale de la ruralité par le gouvernement québécois ou encore les positions prises lors du dernier Rendez-vous national des régions en novembre 2002. Ce sont toujours les mêmes lignes de force qui s'y trouvent.

Patrice LEBLANC

*Département des sciences du développement humain et social,
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.*

Mario POLÈSE et Richard SHEARMUR avec la collaboration de Pierre-Marcel DESJARDINS et Marc JOHNSON, *La périphérie face à l'économie du savoir. La dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Montréal, INRS Urbanisation, Culture et Société / Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2002, 237 p. (Régions et économie du savoir.)

Les auteurs ont effectué une première interprétation de base fort intéressante de données saisies et traitées par Statistique Canada en fonction du modèle auréolaire classique bien connu en économie urbaine et, par extension, en économie régionale. La banque de données pancanadiennes désormais disponible à Polèse et Shearmur représente à elle seule un apport considérable. Le diagnostic général est rigoureux. L'interprétation des données s'avère d'une excellente qualité technique. Le rapport est d'une bonne qualité pédagogique qui, malgré sa rigueur scientifique, le rend accessible à la vaste sphère des acteurs sur le terrain du développement local et régional.

L'analyse effectuée livre plusieurs résultats intéressants qui constituent avec bonheur un ensemble très bien ficelé de faits pertinents sur l'objet d'étude. Nous en résumons ainsi les principaux points :